

**Gordon MACE, Jean-Philippe THÉRIEN et Paul HASLAM (dir.),
Governing the Americas. Assessing Multilateral Institutions,
2007, Boulder, CO, Lynne Rienner, 317 p.**

Jacques Paquet

Volume 40, numéro 2, 2009

Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre
froide

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038297ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038297ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquet, J. (2009). Compte rendu de [Gordon MACE, Jean-Philippe THÉRIEN et Paul HASLAM (dir.), *Governing the Americas. Assessing Multilateral Institutions*, 2007, Boulder, CO, Lynne Rienner, 317 p.] *Études internationales*, 40(2), 340–342. <https://doi.org/10.7202/038297ar>

tous ceux qui s'intéressent à la coopération internationale et aux politiques de développement international du Canada.

Hervé PRINCE AGBODJAN

*Faculté de droit
Université Laval, Québec*

RÉGIONALISME ET RÉGIONS –

AMÉRIQUES

Governing the Americas. Assessing Multilateral Institutions

*Gordon MACE, Jean-Philippe THÉRIEN
et Paul HASLAM (dir.), 2007, Boulder,
CO, Lynne Rienner, 317 p.*

L'originalité de l'ouvrage recensé, qui s'inscrit dans le cadre de la littérature traitant à la fois du régionalisme, de la gouvernance et des institutions internationales, est qu'il présente une première évaluation complète du cadre institutionnel hémisphérique depuis le lancement en 1994, à Miami, du processus des Sommets des Amériques. Ce sommet, qui marque le début d'une troisième vague de construction d'institutions dans le système interaméricain, met en place une nouvelle structure de prise de décisions dans les Amériques : le Sommet des chefs d'État et de gouvernement (qui se tient approximativement tous les quatre ans), les conférences ministérielles et le Groupe de suivi des Sommets (GSS-SIRG). Parallèlement à cette structure décisionnelle, la structure administrative est composée des institutions régionales déjà existantes, parmi lesquels l'Organisation des États américains (OEA), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO).

Les directeurs de l'ouvrage rappellent avec justesse que les enjeux

interaméricains liés à la sécurité, à la démocratie, à l'économie et à l'environnement sont devenus beaucoup plus complexes au début des années 1990 et que les structures institutionnelles issues de l'adoption de la Charte de l'OEA en 1948 ont été jugées inadéquates pour répondre au nouvel ordre du jour des relations interaméricaines notamment marquées par la fin de la guerre froide et par la montée de blocs commerciaux en concurrence.

Cet ouvrage a pour objet d'analyser le rôle de ces nouvelles institutions interaméricaines et leurs liens avec les institutions régionales déjà en place. Les contributeurs se prononcent également sur l'efficacité du nouveau régionalisme dans les Amériques comme instrument d'action collective et son impact sur l'avenir du système interaméricain. Afin d'établir si cette nouvelle vague de construction institutionnelle constitue une réussite, quatre dimensions ont été retenues : le cadre institutionnel général (la gouvernance); la sécurité ; la démocratie et les droits humains ; le commerce et la croissance économique.

Bien que les enjeux pris en compte dans le cadre de ce nouvel environnement institutionnel demeurent sensiblement les mêmes que ceux de la période précédente, le véritable changement s'illustre par le nombre de thèmes traités pour chacun de ces enjeux. Ainsi, concernant la sécurité, les discussions à l'échelle du continent ne se limitent plus seulement aux mouvements de révolte et aux menaces venant de l'étranger, mais incluent maintenant la corruption, le narcotrafic, la criminalité, le terrorisme et les relations entre civils et militaires.

Afin de contribuer à une meilleure compréhension de la gouvernance dans

les Amériques ainsi qu'à l'étude théorique des institutions internationales, les chapitres de l'ouvrage s'organisent autour du problème suivant : comprendre la gouvernance du système interaméricain et la façon dont il a été transformé depuis le plus récent cycle de construction des institutions. Ainsi, les différents chapitres de l'ouvrage renvoient aux principales théories de la gouvernance et des institutions, notamment à l'institutionnalisme néolibéral, au néoréalisme, au constructivisme et au néo-institutionnalisme économique.

Mace, Thérien et Haslam concluent que cette évaluation de la troisième phase de construction d'institutions interaméricaines dans les Amériques témoigne du résultat mitigé du régionalisme hémisphérique. D'une part, les institutions interaméricaines ont démontré leur capacité à aborder des problèmes d'action collective, à réduire les coûts de transaction et d'information et à faciliter des ententes. D'autre part, elles sont souvent demeurées inefficaces, incapables de résoudre des enjeux jugés importants par les gouvernements participants. Ces attentes insatisfaites ont suscité un grand mécontentement à l'égard de ces institutions. Parmi les principaux obstacles structurels à l'amélioration de la performance des institutions interaméricaines, les directeurs de l'ouvrage en retiennent trois : les asymétries ou la distribution inégale de la puissance entre les États de la région, la distribution inégale des richesses et l'incapacité des institutions interaméricaines à générer un fort sentiment d'identité auprès des communautés du continent. Devant ce constat, comment mettre fin à la stagnation actuellement constatée et relancer la coopération interaméricaine ?

À ce sujet, le chapitre de L. Ronald Scheman est très intéressant. Celui-ci décrit le cadre de la coopération institutionnelle interaméricaine en examinant d'abord les racines historiques, puis la structure institutionnelle. Il définit ensuite les enjeux et les tendances propres aux pays de l'hémisphère et les embûches à l'approfondissement de la coopération. Il propose enfin des façons de surmonter ces embûches. À son avis, il est aujourd'hui important d'identifier des enjeux concrets susceptibles de galvaniser une plus grande coopération dans les Amériques et d'accroître la confiance du public en général à l'égard du processus, un peu comme a pu le faire la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) pour la construction européenne dans les années 1950. À cet égard, deux domaines lui semblent porteurs : l'énergie et les infrastructures de transport.

Scheman propose, par exemple, la création d'une commission américaine de l'énergie, ce qui permettrait de lancer les discussions sur le financement du développement énergétique. Ainsi, traiter d'un tel sujet serait non seulement l'occasion pour les pays des Amériques de discuter de la sécurité énergétique du continent à long terme, mais également de parler de l'harmonisation des différentes législations, des mesures de conservation de l'énergie et de l'électrification des zones rurales.

En somme, *Governing the Americas* est un ouvrage pertinent, d'actualité et bien documenté. Il expose clairement les problèmes auxquels doit faire face la coopération interaméricaine dans les différents domaines retenus et apporte des réponses concrètes quant aux perspectives d'avenir. C'est un ouvrage qui s'adresse à tout universitaire ou

étudiant, mais également à tout stratégie politique concerné par l'état actuel des institutions interaméricaines.

Jacques PAQUET

*Université de Sherbrooke
et Assemblée nationale du Québec*

Cocaine Trafficking in Latin America. EU and US Policy Responses

*Sayaka FUKUMI, 2008, Aldershot,
Ashgate, 283 p.*

Pour nous démontrer que les politiques de l'Union européenne et des États-Unis face aux flux de cocaïne en provenance de l'Amérique latine diffèrent considérablement, Fukumi nous explique d'abord le problème de sécurité qu'est devenu le trafic de stupéfiants, puis, grâce à une étude approfondie du plan Colombia, les divergences entre les deux puissants partenaires du gouvernement colombien.

Réglée comme du papier à musique, cette recherche est, d'un point de vue formel, impeccable. Elle respecte sans faille la logique de l'entonnoir. À la présentation des approches théoriques sur les nouvelles menaces à la sécurité – celles qui ne sont pas de nature éminemment militaire – fait suite une analyse des politiques mises en œuvre par les deux principaux acteurs, l'Union européenne et les États-Unis, et l'hypothèse de leur profond désaccord est corroborée à partir d'une situation où ils ont caressé et abandonné un projet de coopération multilatérale.

Pourquoi une telle mésentente ? Fukumi met en relief le fait que les États-Unis ont proposé une solution logiquement adaptée à leur perception du problème de la drogue. Devant un tel danger, aucune négociation n'est possible : la seule stratégie viable est

la militarisation. Le développement dit alternatif – qui consiste pour l'essentiel à inciter les paysans à remplacer la culture du cocaïer par celle de produits licites – n'était nullement une priorité de la puissance américaine, plutôt portée sur la répression des narcotrafiquants et l'épandage des défoliants chimiques, activités de plus en plus confiées à des entreprises privées de sécurité. Dans ces conditions, l'Union européenne a choisi de se tenir à l'écart et d'éviter tout compromis.

Cette incompatibilité n'est pas seulement déterminée par une perception différente du problème de la drogue et des solutions légitimes et viables. Elle dépend également, affirme Fukumi, de l'image de marque que les États-Unis et l'Union européenne souhaitent projeter sur la scène internationale. Washington profite ainsi de la lutte contre la drogue pour étaler sa puissance militaire, tandis que l'Union européenne, acteur composite et avec des capacités réduites, échoue dans la défense d'une politique plus consensuelle.

Une chronologie plus claire des faits aurait certainement aidé le lecteur à mieux comprendre les enjeux soulevés entre l'Union européenne et les États-Unis dans le cadre du plan Colombia. Élaboré dans sa version initiale par Augusto Ramírez Ocampo, membre de la Commission de conciliation nationale, le plan Colombia visait à financer des projets de développement liés aux accords obtenus avec les guérillas, accords qui permettraient notamment de venir en aide aux populations des régions durement touchées par la violence. Le président Pastrana soumet ce plan aux élus de son pays en décembre 1998, mais plusieurs versions circulent jusqu'à sa rencontre avec le président américain Bill Clinton, le 21 septembre 1999. Le